

La prise en charge nocturne des sous-prolétaires à la rue

Du hors-droit à la profilisation humanitaire de l'urgence sociale (1980-2015)

Nocturnal Caretaking for Sub-proletarians Living on the Streets: From Rightlessness to the Humanitarian Profiling of Social Emergencies (1980-2015)

Patrick Bruneteaux



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/19488>
DOI : 10.4000/conflits.19488
ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 15 juillet 2017
Pagination : 145-162
ISBN : 978-2-343-12713-2
ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Patrick Bruneteaux, « La prise en charge nocturne des sous-prolétaires à la rue », *Cultures & Conflits* [En ligne], 105-106 | printemps/été 2017, mis en ligne le 15 juillet 2019, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/19488> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.19488>

Creative Commons License

La prise en charge nocturne des sous-prolétaires à la rue

Du hors-droit à la profilisation humanitaire
de l'urgence sociale (1980-2015)

Patrick BRUNETEAUX

Patrick Bruneteaux est chercheur CNRS au Centre européen de sociologie et de science politique à l'Université Paris 1. Il mène des recherches auprès des sous-prolétaires à la rue ou dans les foyers d'urgence depuis 1995. Ses dernières publications sur le thème sont Les Enfants des Don Quichotte. Sociologie d'une mobilisation improbable (dir.), Vincennes, Presses Universitaires de Vincennes, 2013 ; Les mondes rêvés de Georges. Fabrications identitaires et alternatives à la domination, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2016.

Si la nuit est le plus souvent associée aux dangers, à la présence maligne des forces obscures, à la sortie des déviants tandis que les bonnes familles sont rentrées à la maison ¹, il est paradoxal de constater que la vie nocturne a très longtemps été plus problématique pour les « vagabonds » pourchassés par les représentants de l'ordre social. Il y a une vingtaine d'années encore ², les services spécialisés de l'État ³ pratiquaient un nettoyage régulier des rues pari-

1. Dans le discours des officiers chargés du maintien de l'ordre, on peut, la nuit venue, charger les derniers manifestants qui veulent en découdre, les manifestants normaux étant pour leur part rentrés chez eux avant la tombée de la nuit : Bruneteaux P., *Maintenir l'ordre*, Paris, Presses de Science-Po, 1996.
2. J'ai commencé mon travail de terrain en 1995 et je l'ai poursuivi en continu jusqu'en 2002/2003, principalement en étudiant les CHU (Centres d'hébergement d'urgence) d'Emmaüs (et secondairement du Secours catholique), ses maraudes (entre 2000 et 2002), ses accueils de jour. J'ai suivi le mouvement des Enfants de Don Quichotte en 2006 et 2007. Entre 2009 et 2013, j'ai travaillé en pointillé dans un CHRS (Centre d'hébergement et de réinsertion sociale) de la Mairie de Paris, notamment en poursuivant le travail biographique mené avec Georges (Bruneteaux P., *Les mondes rêvés de Georges : fabrications identitaires et alternatives à la domination*, Rennes, PUR, 2016) qui se rendait souvent dans des lieux d'hébergement ou des accueils de jour. Depuis 2014, j'ai repris le travail de terrain dans les centres d'urgence ou de stabilisation de la Mairie de Paris (La Poterne des peupliers, Le Relais des carrières, Baudricourt), de l'Armée du Salut (Mouzaïa, Le Palais de la femme) et d'Aurore (Château d'Arcy).
3. Notamment la Brigade d'aide aux personnes sans abri (BAPSA) de la préfecture de police, créée en 1955 ; et le Recueil social de la RATP. Pour la répression aux XIX^e et XX^e siècles :

siennes pendant la nuit. Les SDF (sans domicile fixe), alors considérés comme des délinquants au regard d'un code pénal qui punissait le vagabondage et la mendicité (jusqu'en 1993), faisaient l'objet d'une traque régulière par des forces de police mandatées presque exclusivement pour ce travail d'« hygiène publique ». À l'opposé, aujourd'hui, la violence d'État a très sensiblement reculé, même si les évacuations forcées n'ont pas disparu, notamment dans le métro et ses abords. Bien plus, de nombreux groupes investissent la rue en vue de rencontrer et « d'aider » des personnes sans logement. Paris, dans cet esprit, constitue désormais un ensemble de quartiers partagés par des groupes de citoyens ou de salariés qui, en « maraudes », vont au-devant des SDF pendant une bonne partie de la nuit.

Si l'on compare les années 1980 avec les années 2010, le traitement des pauvres à la rue a donc été largement transformé, de jour comme de nuit. Au ramassage forcé par la police spéciale (la BAPSA surnommée les « Bleus » par les SDF), ou au refoulement des « mauvais usagers » du métro par le Recueil social ou le GPSR (groupe de protection et de sécurisation des réseaux) de la RATP, a succédé un encadrement plus social largement fondé sur des principes qui se veulent humanistes. Comment expliquer cette différence majeure avec l'ancien contrôle social musclé ? Et comment expliquer une logique d'inversion où la pacification des pratiques demeure désormais le paradigme dominant ? Dans cette évolution très rapide, si « la nuit » semble être un facteur pertinent d'intelligibilité des modes d'action publics envers les surnuméraires « trop présents » dans l'espace urbain, il reste à comprendre pourquoi on peut enregistrer une telle rupture dans les dispositifs de savoir-pouvoir autour des prises en charge de ce public d'indésirables. Pourquoi semble-t-on avoir banalisé un « devoir d'ingérence » en faveur des « personnes vulnérables », *surtout visible dans les transformations des modes d'action la nuit* ? Tant dans les politiques mises en œuvre que dans les modes de fonctionnement des associations, un processus d'inversion de la violence structurale de la domination se décline paradoxalement sous la forme d'une inclusion périphérique d'acteurs qui ont le droit d'accepter ou de refuser la main tendue au cœur même du contrôle social, ce qui dépolitise et déresponsabilise les élites⁴ et leurs mandataires, les associations caritatives ou laïques.

Avon Soletti M.-T. (dir.), *Des vagabonds aux SDF*, Saint Etienne, PUST, 2002 ; pour les années 1970-1980 : Bruneteaux P., *Les mondes rêvés de Georges : fabrications identitaires et alternatives à la domination*, op. cit.

4. Un des indicateurs de cette dimension stratégique des élites politiques au gouvernement est la transversalité des dispositifs dans le domaine social. Que ce soit dans les prisons (Defacques E., *La peine aménagée, un outil de régulation. Interroger la porosité des murs de la prison*, Thèse de sociologie, Université de Picardie, CURAPP, 2014), avec le travail de personnalisation judiciaire dans le régime de l'aménagement des peines, où la mise à l'épreuve du condamné mis « hors les murs » fait accroître à un adoucissement de la prise en charge carcérale ; dans les cités, avec les missions locales et la recherche de responsabilisation des jeunes au travers de stages qui ne débouchent que rarement sur un emploi (Zunigo X., *La prise en charge du chômage des jeunes. Ethnographie d'un travail palliatif*, Bellecombes-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2013) ; ou enfin dans la rue, avec les prises en charge des exclus dont

Ce passage du répressif à la responsabilisation sera dans un premier temps documenté au travers d'une comparaison entre deux périodes significatives du traitement nocturne du public. On cherchera ensuite à expliquer cette bifurcation dans la perspective plus large des transformations de l'État social et de l'apparition d'un champ de l'urgence.

La prise en charge traditionnelle des SDF la nuit : un nettoyage des rues

« La question SDF » renvoie principalement à une problématique de la présence dans l'espace public des désaffiliés de l'économie capitaliste ⁵. L'entrée par le logement et le sans-abrisme masque ainsi un processus de retour à l'insécurité sociale déterminé par la structure du marché de l'emploi, variable selon les pays. Si presque toutes les personnes hors de l'emploi et de l'habitat ordinaire recherchent activement leurs propres abris dans les niches urbaines ⁶, au sein de bidonvilles, de campements de tentes, de caravanes situées dans des campings, des squats ou des voitures, d'autres surnuméraires sont davantage exposés. Soit ils dorment à même le bitume, sur des bouches de chaleur ou à même le sol, dans des recoins de fortune ; soit ils marchent dans les rues ou stationnent, préférant ne pas dormir pour ne pas être agressés. Ce sont ces « invisibles plus visibles » qui vont être la cible directe des opérations nocturnes des « maraudeurs » dans l'espace public, ces acteurs qui vont à la rencontre des SDF. Si ces « exclus parmi les exclus » se trouvent dans un tel état de dénuement, cela tient à plusieurs facteurs circonstanciels associés au précaire : l'arrivée récente dans la dèche, le refus des hébergements d'urgence ⁷, l'auto-organisation comme mode de vie.

Les descriptions des CHU et des brigades de nuit, avant la phase de terrain, s'appuient sur l'approche ethnobiographique menée avec un « vieux » SDF, Georges, lequel a connu la rue entre 1968 et 2005 ⁸. Son récit révèle les violences subies dans la rue comme dans les institutions d'urgence. La prise des corps au quotidien, contraire au droit pénal, et de ce fait plus facile la nuit, était une agression arbitraire ordinaire que seuls les « vagabonds » enduraient. Toute vie ordinaire était impossible et ces emprises répétées équivalaient à un

on attend une « volonté de s'en sortir », un même processus de subjectivation du contrôle social opère.

5. Et Defacques, à propos des « stagiaires » hors les murs de la prison, montre très bien le lien logique, au sein de la même population, entre des surnuméraires carcéralisés et un public en aménagement de peine assigné au statut d'ouvriers précaires dans le cadre d'une normalisation sociale où se jouent des rapports de classe.
6. Graeff L., *De la survie à la reconnaissance. Ethnologie de personnes « sans-logis » à Paris*, thèse de doctorat, Université Paris V, juin 2010 ; Blanchard C., *Entre Crocs et Kros : analyse sociologique du compagnonnage entre l'exclu et son chien*, thèse de sociologie, Université D'Evry Val d'Essonne, 2013.
7. Bruneteaux P., « L'hébergement d'urgence à Paris ou l'accueil en souffrance », *Sociétés contemporaines*, n°63, décembre 2006, p. 105-125.
8. Pour une présentation de sa biographie, Bruneteaux P., *Les mondes rêvés de Georges. Fabrications identitaires et alternatives à la domination*, op. cit.

enfermement régulier et des maltraitances multiples au cœur d'un dispositif de micropouvoirs des agents et de leurs aides :

« La nuit, on était toujours [*en train de*] se cacher des Bleus [*la BAPSA*]. Ils avaient des grands cars mais dans les petites rues ils ne les prenaient pas. Alors que maintenant ils ont des petits cars. On fuyait les Bleus. C'était pas du tout social comme maintenant. Quand on te prenait dans le car, c'était exactement comme si on t'arrêtait. Maintenant on te demande si tu veux monter dedans. Si tu étais ivre, tu montais à coup de pompes dans le cul. Et tu pouvais gueuler, tu prenais même une tarte sur la gueule [...] Les flics du 5^e venaient nous virer sur cette bouche de métro qui se trouve dans le 13^e. Les Bleus passaient là tous les matins et tous les soirs : Nation, Diderot, Gare de Lyon, Gare d'Austerlitz, Place d'Italie. Ils disaient : "Vous vous venez ici". On a navigué sur les grandes artères jusqu'à ce qu'on monte le soir par le bois de Boulogne jusqu'à Nanterre ».

« Un jour les Bleus essaient de nous embarquer. On dormait dans une vieille bagnole le long du canal Saint Martin. À l'époque, c'était vraiment la honte, quoi, la honte. Il s'appelait Nicolas l'autre enculé. Il te frappait en prenant des gants. Ils prenaient ton identité et tout ce que tu avais dans les poches, ils mettaient ça dans des caisses en bois ».

« – *Dans le car grillagé, tu te souviens...*

« C'est l'horreur, ça te fait l'effet d'être prisonnier. Et tu te retrouves ⁹ avec des personnes, il y en a qui sont ivres, qui gueulent, tu pissais dans le car, tu chiais dans le car. Aucune importance. Ils arrivaient là-haut, ils nettoyaient mais tu ne sortais plus du car une fois que tu y étais. Moi j'ai pissé dans le car, tout le monde... Ils laissaient faire les gardiens. Il y en a qui vomissaient. C'était vraiment dégueulasse ».

La dimension répressive de l'urgence sociale était alors, jusqu'au début des années 2000, l'unique facette d'une « prise » en charge. Il n'y avait alors que très peu d'infrastructures d'accueil, et ce qui existait se limitait à un dispositif ressemblant aux hôpitaux généraux d'antan ; essentiellement de grands dortoirs vétustes et dangereux. Le travail social était inexistant comme les *minima* assistantiels pour les gens à la rue puisqu'il faudra attendre 1988 pour que s'instaure le RMI (revenu minimum d'insertion, devenu RSA – revenu de solidarité active), bien longtemps après l'Allemagne et la Grande-Bretagne. L'hébergement était précaire, à la nuitée, sans passage vers les CHRS (centres

9. *Ibid.*, chapitre 4.

d'hébergement et de réinsertion sociale) réservés à l'handicapologie. Les risques de prédation s'ajoutaient à la faiblesse de l'offre. La nuit, seuls les cars de la BAPSA circulaient, la récupération des SDF s'apparentant à une traque régulière qui finissait avec l'internement dans le centre de Nanterre. Il faut attendre le mouvement des Enfants de Don Quichotte (EDQ) en 2007, aligné comme l'ONG Médecins du Monde sur une dénonciation inaugurale très forte des CHU pour qu'une prise de conscience émerge et contraigne les pouvoirs publics à s'orienter vers une politique d'humanisation des centres qui avait commencé à titre expérimental¹⁰. L'accentuation des réformes s'oriente vers un accueil inconditionnel (Plan d'action renforcée du dispositif d'hébergement et de logement des personnes sans abri ou PARSA) et des moyens supplémentaires pour les maraudes de nuit. La rapidité avec laquelle les pouvoirs publics ont entériné les revendications des EDQ révèle en fait un processus tendanciel de gestion nouvelle des populations « à la rue » depuis les années 1980. C'est donc un mouvement d'ensemble qui se dessine depuis lors, autant pour ceux qui errent dans la ville la nuit que pour les hébergés bénéficiant de nuitées dans des centres d'urgence.

L'apparition de l'humanitaire de nuit, point d'orgue d'une politique de contrôle *soft* des « personnes souffrantes »

Si la précarisation de larges couches de la population a été accentuée par les modalités même de l'accueil dans les grands CHU parisiens, en revanche, celle-ci fut rendue largement *invisible* par la vitrine institutionnelle qu'ont constituée les pratiques humanitaires jusqu'à aujourd'hui. La dépénalisation de la mendicité et de l'errance en 1993 a signifié l'interdiction, pour les services de sécurité publique, d'emmener de force les SDF dans les CHU prévus à cet effet. Parallèlement au travail d'humanisation des structures (dortoirs plus petits, meilleure sécurité, présence de médecins, durée inconditionnelle d'hébergement depuis le PARSA en 2007), les acteurs traditionnels, renforcés par des associations de bénévoles, interviennent désormais la nuit. Sous l'impulsion initiale du Samu social créé en 1993, l'intervention humanitaire de nuit s'est généralisée. Lors de sa création, cette institution ne fonctionnait pas sur une logique de territoire, comme c'est le cas aujourd'hui avec un maillage entre acteurs qui se répartissent les zones géographiques de Paris et de la petite couronne. Les intervenants étaient appelés par les SDF ou par les riverains. La dérive était inscrite dans le dispositif. Beaucoup y ont vu alors une sorte de

10. À la fin des années 1990, j'avais étudié un CHU expérimental du Secours catholique (André Jacomet), plus cher que les CHU ordinaires (le prix de journée était de 27 euros contre 22 pour les autres), situé porte de la Chapelle. La politique d'humanisation était à l'œuvre mais en filigrane. Les associations luttèrent aussi, de leur côté, pour allonger la durée de séjour tandis que les cadres de l'État préféraient « la mise à l'abri », autrement dit l'aide à la nuitée, ce que les entretiens menés à l'époque avec les responsables publics de l'Urgence attestent. En 1995, le régime ordinaire était la nuitée. En 2005, la norme était une semaine reconductible. Et dans certains CHU, comme La Mie de pain, les personnes de plus de quarante-cinq ans étaient stabilisées tout l'hiver.

nettoyage social *soft*. Peu à peu, les maraudes se sont développées sur un principe de territorialisation et de temporalité, gage d'une connaissance accrue des publics vivant dans un espace donné que les équipes rencontrent dans la durée. Les institutions se revendiquant de cette manière de faire ont mis au point leur technique relationnelle d'intervention, et dans l'ensemble, il n'y a guère de différence entre les équipes : au début de 2008, un guide éthique a été rédigé, suite à une série de rencontres entre « partenaires ». Cette « charte éthique » a été rédigée juste après le mouvement des EDQ, lors d'un grand rassemblement du secteur associatif à l'hôpital Saint-Louis.

Depuis une vingtaine d'années, une myriade de maraudes a vu le jour, depuis les grandes associations caritatives (Emmaüs, Croix rouge, Secours catholique, Ordre de Malte) jusqu'aux bénévoles de quartiers (Robins des rues ou Autre monde) en passant par des institutions publiques (BAPSA ¹¹, Recueil social RATP ou Protection civile de Paris) ou privées diverses (Restos du cœur, Secours populaire, Équipe des correspondants de nuit, Médecins du monde). Sur le seul 18^e arrondissement de Paris, près d'une dizaine d'organismes pédestres interviennent ¹². Il existe même des sous-traitances, quand par exemple, l'association Aurore, dans le cadre de ses maraudes, délègue à l'association Charonne le soin d'aller à la rencontre des Slaves avec leur équipe mobile « Bociek ». Bénévoles et salariés arpentent les rues à la « recherche » de SDF exposés, entendent aller au-devant des personnes « en errance » afin de communiquer autour de quelques prestations (café, sandwich, couverture). Le Samu social fonctionne selon une procédure très standardisée d'équipes de professionnels véhiculés (dépendant d'un budget à 90 % couvert par l'État), alors que beaucoup d'autres maraudes regroupent quelques individus proposant « une écoute » de bénévoles à pied. Le profil médical et social du Samu a pourtant fait tache d'huile ¹³, et le travail de nuit de l'association que l'on va présenter s'en inspire largement. La présence sur « le terrain » des associations vise à inciter les « publics » à se rendre dans les structures dites « à bas seuil » (CHU, accueils de jour dits Espaces solidarité insertion, soit plus d'une dizaine sur Paris, secteur social). Les maraudes constituent en ce sens le début d'une chaîne spécifique ¹⁴ qui alimente en « patients potentiels » les diverses structures d'accueil, de jour comme de nuit, mais sans jamais contraindre les personnes : en proposant les premiers secours, en se présentant selon un code éthique accentuant une présentation humaniste, les maraudeurs espèrent

11. <http://www.dixhuitinfo.com/societe/article/en-maraude-avec-la-bapsa-au>

12. http://www.mairie18.paris.fr/mairie18/jsp/site/Portal.jsp?page_id=818

13. Cefai D. et E. Gardella, *L'urgence sociale en action. Ethnologie du Samu social de Paris*, Paris, La Découverte, 2011.

14. Elles préparent le travail des services sociaux qui orienteront « le dossier » vers une structure spécifique, les SIAO (Services intégrés d'accueil et d'orientation), lesquels désignent les foyers dans lesquels les personnes pourront se rendre par la suite. Presque toutes les semaines, les associations en charge de tel ou tel hébergé doivent signaler la situation du SDF au SIAO. Dans certains CHU ancien modèle, si la personne ne rentre pas à dix-neuf heures, elle perd sa place, « redonnée » au SIAO qui pourra la proposer à une autre personne.

convaincre les personnes sollicitées à se désencastrer de leurs repères et à entrer dans un circuit de maintenance sanitaire (accès aux soins) et social (*minima* sociaux). Entre les petits soins, l'écoute, l'aide alimentaire et l'orientation vers les structures de droit commun, se joue cette tentative de réveiller socialement la personne.

Les techniques d'ancrage de la relation

Les deux maraudeurs suivis pendant presque deux ans, entre 2000 et 2002, ont initié cette démarche dans leur association traditionnellement spécialisée dans l'hébergement. Se promenant un peu partout dans Paris, mais surtout en son centre, ils ont fini par tracer leur cheminement nocturne en repérant les sites où s'abritent les SDF pour la nuit (cartons dans les allées des Halles, stationnement entre des camionnettes, recoins d'immeubles, tunnel du Châtelet). Les nouveaux contacts proviennent soit de nouveaux arrivant sur les sites, soit de personnes marchant avec une allure « SDF ». Par exemple, sur le boulevard de Sébastopol, un homme en chaussettes se tient dans une cabine téléphonique. Il est habillé avec un vieux pardessus, porte un costume élimé et se sert d'un sac plastique comme ceinture de pantalon. Par ailleurs, il tient avec lui trois sacs Monoprix remplis d'aliments et de vêtements. Il est donc repérable et le contact est établi grâce à une présentation formelle, « Bonsoir, nous sommes de l'association X », soutenue par un « uniforme », des blousons identiques avec l'intitulé connu de l'association en lettres capitales. Plus rarement, ce sont les maraudeurs eux-mêmes qui sont sollicités. Identifiés par le port du blouson emblème, les maraudeurs sont abordés par des demandeurs. Tel a été le cas d'un jeune disant venir de Rosny-sous-Bois à proximité de la rue de Rivoli, au niveau des grands magasins. « Jeté par ma mère » en plein hiver, n'ayant aucun diplôme sauf un « stage de technique de vente », il était depuis un mois et demi à la rue, ne connaissant pas encore le circuit, perdu dans son survêtement orange qui ne réchauffe pas assez, un visage rougi par le froid et virant aux boursoflures. Ce jeune n'était pas encore repérable, ressemblant au look des jeunes de cités. Il se tenait statique, au carrefour, regardant dans notre direction comme s'il matait en individu ordinaire les SDF allongés dans leur duvet avec lesquels nous parlions. En fait, il se tâtait pour savoir s'il allait nous rejoindre. Pour ma part, je suis tombé dans une illusion de cadre, croyant avoir affaire à un jeune en « sortie le vendredi soir ». Se présentant comme « SDF », il est réjoui d'apprendre l'existence des maraudeurs qui lui proposent une semaine gratuite de petits déjeuners, « renouvelable à l'infini » (rires). Il joua tout de suite la carte de la bonne volonté. Après une discussion avec un maraudeur l'incitant à s'en sortir – « ça arrive à tout le monde d'être en bas de la pente » – il fut invité à se rendre à l'accueil de jour pour le petit déjeuner. Il se déclara ouvert à l'idée de partir en Province, dans un centre de repos en Normandie. Il était heureux de sortir de la rue, équivalent pour lui à « un stage de survie dans un commando de paras ».

Les maraudeurs ont travaillé dans le temps leur présentation de soi. L'abordage est déterminant pour la suite des relations. Dans les milieux sous-prolétaires, la quête de respect est une des dernières dimensions d'une identité retranchée. Tout un dégradé d'engagements prudents se manifeste dans la rue avec les personnes, relations circonscrites par l'obligation de demeurer dans l'espace public et sur le territoire accaparé la nuit par les SDF : « Ils nous respectent aussi parce qu'on les respecte dans leur nuit. On va pas réveiller quelqu'un qui dort... Quand on sent une grosse fatigue, on essaie de faire vite, un café ou une soupe, ça prend pas cinq minutes et puis on leur dit qu'on les laisse se reposer ». Dans d'autres situations, les relais vont sentir l'opportunité de rester : « À travers le regard, on voit si ça risque de déborder. On part ». À deux, ils tiennent une palette de rôles non négligeable : Maghrébin ou Africain, Blanc ou Noir, National ou Étranger. Parfois, un des SDF ne supporte pas les Noirs et renomme le médiateur en « Mamadou ». « Il faut laisser l'autre intervenir si ça ne passe pas... Quand on engage la conversation, on voit si l'un ou l'autre a plus d'affinités avec la personne, surtout quand on sait qu'un mot suffit à foutre le bordel ». Ainsi, il existe un déchiffrement de la situation et, en fonction du site, les maraudeurs alterneront l'éloignement ou l'engagement. Devant les situations de refus, notamment la plupart des femmes qui se méfient de deux hommes, les maraudeurs n'insistent pas. « Il ne faut pas forcer les relations ni les questions quand les personnes t'acceptent ». Il s'agit d'intervenir avec « le consentement de la personne », sur le territoire de « ceux qui sont affectés par le malheur » : « les gens de la rue se mettent en relation avec nous quand ils le décident et si eux le souhaitent. Nous devons respecter leur choix et leur liberté... Contrairement à l'accueil de jour, nous sommes accueillis par les usagers (le tunnel, les squats, les terrasses ou les grilles d'aération) ». Les maraudeurs rencontrés considèrent que la portion d'espace public investi équivaut à leur « maison, ils sont chez eux et toi tu vas chez eux ¹⁵ ».

À la base de tout engagement, il y a le positionnement des corps dans l'espace. Les maraudeurs s'approchent, saluent à une certaine distance puis se rapprochent si le lien s'établit. Le plus souvent, « on s'assied. On commence à resserrer l'espace ». Les maraudeurs essaient de ne pas « ceinturer » la personne, de laisser une distance variable. Avant toute proposition de café ou de soupe, on s'assoit auprès des gens tout en respectant leur territoire : au bout des cartons le plus souvent, frontière symbolique permettant de ne pas montrer une trop forte méfiance ou inversement une trop forte proximité. Rester debout peut faire peur. Le climat de confiance instauré par les maraudeurs est de même nature que la disparition des vitres dans les CAF ou les Postes. En se montrant directement, « corps à corps », on évite justement la montée vers les corps-à-corps. Avant de s'asseoir, on serre la main de tout le monde, en parlant aussi. La nuit, les piétons sont moins agressés par les voitures. Le « taping » est plus facile.

15. Bilan Maraude, Rapport interne Emmaüs, 2002, p. 1 ; et discussion avec un maraudeur durant

Viennent ensuite les « savoir-faire » relationnels spécifiques. « T., il ne faut pas lui parler de travail. On prend le temps, un an, deux ans ». « Il ne faut jamais dire. “On va t’aider” avec ces gens de la rue. Être direct, c’est être directif ». « Il ne faut pas expliquer, il faut être là, s’adapter à ce que la personne peut entendre. Avec un tel ce sera le foot, avec tel autre la politique, un autre on prend des nouvelles des gens du groupe qui ne sont pas là, un autre, c’est la finance... On ne peut pas dire à la personne tout de suite : “Qu’est-ce que tu fais ici ? Qu’est-ce que tu faisais dans la vie ?”... Un clochard, il faut déconner avec lui. Plus t’es excentrique, plus il te raconte sa vie. Et là tu pourras aborder les problèmes de santé ». De la réinsertion ? « Non. Mais les problèmes de santé ». Cette logique de la rencontre est adossée à un langage adapté que les acteurs développent : « On dit qu’on offre le café de l’amitié. Rien que de dire café, certains refusent. “Pourquoi du café ? J’ai besoin de dormir”. Mais quand on dit qu’ils ne vont pas refuser le café de l’amitié, qu’on va trinquer ensemble, même ceux dégoûtés des associations vont le prendre parce qu’on est alors dans un moment privilégié ». En moyenne, la rencontre n’excède pas un quart d’heure, elle atteint plus rarement une demi-heure. Mais il arrive que, en fonction de la situation, les maraudeurs prennent alors tout leur temps car « la nuit est longue », ce qui en fait une propriété distinctive du jour : « On a la nuit pour nous et eux n’ont pas de *timing*. Nous on n’a pas de *timing* non plus... Ce n’est pas à nous de faire parler. On n’est pas des détectives. Au bout de deux ans, le braqueur nous explique son histoire ». Le lien entre la mise en sommeil des agents ordinaires et le « réveil » du lien social des « *out* » est à prendre en compte pour qui veut saisir le rythme spécifique de cet espace-temps plus silencieux (moins de voiture, de passage) propice à l’éveil des discours des SDF. Entre l’exclusion et la normalisation, les maraudeurs ancrent leur liminalité dans ce cadre transitionnel de la nuit où le monde social existe toujours mais en creux, comme si une réversibilité des capacités était possible.

Fondant leur crédibilité professionnelle sur la gestion de l’instant nébuleux, une obscurité tamisée de la ville, les intervenants chargent de sens les micro-gestes de la relation d’écoute bienveillante (dans l’instant) et du soin immédiat. Pourtant, « les personnes à la rue placent leur santé au dernier rang de leurs préoccupations, après la recherche de nourriture et la recherche d’un abri, et doivent affronter un grand nombre d’obstacles administratifs, économiques, culturels et psychologiques avant d’accéder aux soins ¹⁶ ». Les maraudeurs prétendent procéder à une inversion du regard sur soi en prenant ancrage avec le corps souffrant dans un moment qui semble « à eux ». L’absence spontanée d’accès au dispositif sanitaire de droit commun offre l’opportunité de combler un vide institutionnel d’autant plus criant que les SDF, ainsi définis par le non recours, sont aussi, le plus souvent, perturbés physiquement (effets du froid, d’addictions et d’épuisement) et atteints psy-

le circuit, la nuit très froide du 4 mai 2001.

16. Rapport du Conseil d’administration d’Emmaüs pour 2000, Emmaüs, 2001, p. 42.

chiquement. Sans véritable moyen d'action, les maraudeurs sont confinés aux petites choses qui offrent un « mieux être » immédiat dans un cadre d'opportunité, sans témoins : « Grâce à la trousse à pharmacie, on peut déjà plus légitimement demander à la personne si elle a des problèmes médicaux. Pour moi, ça permet de faire une grosse avancée. On met des gants, on commence à faire des mini-soins alors la personne se dit : "Ah, on s'occupe de moi tactilement". Car au départ, il y a une distance très forte : "Ah moi, vous ne me touchez pas... Mais là j'ai un bobo est-ce que vous pouvez me toucher ?" ». Mais l'enjeu à moyen terme est d'extraire ces mourants potentiels des lieux où ils sont confinés. Le don de soi est destiné à « réchauffer » toute la gamme du lien social afin de produire une intention d'aller vers les institutions d'urgence, lesquelles sont bien souvent rejetées, d'où cette démarche contradictoire, entre lien humanitaire et incitation à sortir de la rue.

Inciter à sortir de la rue

Les agents de la maraude essaient toujours de sortir les plus jeunes et les plus « neufs » de la rue. Ils s'introduisent dans le groupe, parlent avec tout le monde, distribuent du café ou de la soupe à qui en veut puis se dirigent, l'un ou l'autre en fonction de la situation, vers le plus jeune, la plupart du temps mineur. Dans ce cas, ce n'est plus une prestation légère qui est proposée mais un discours d'éducateur de rue. C'est d'ailleurs comme cela que les deux relais aiment à se présenter en coulisse puisqu'il s'agit « d'éveiller en eux le désir de modifier leur façon de vivre ¹⁷ ». L'association dispose de centres d'hébergement d'urgence, et aussi d'un centre de « coupure » en province. Ce centre est présenté comme « un lieu où tu pourras te reposer pendant une quinzaine de jours. Bien sûr, tu sais que forcément il va y avoir des éducateurs qui vont te proposer des activités, c'est la règle du jeu ». Le jeune répond : « Je sais, j'ai connu les foyers ». La patience est toujours utilisée en vue d'extraire la personne de la rue. Le travail dans la durée est la démarche la plus fréquente. La rencontre est toujours l'occasion de demander des nouvelles, savoir où en est la personne depuis l'autre fois. Les intervalles permettent de saisir des chutes, des rechutes, des disparitions, des réapparitions. Giorgio qui avait disparu avait retrouvé un petit boulot comme manutentionnaire dans une boucherie. Mais il n'a pas tenu et le revoilà dans son duvet, aux halles, cachant sa tête au moment où l'équipe arrive. Il a honte de se retrouver « au fond de cale » devant eux. Les maraudeurs le rassurent. Le canevas est toujours le même : « ça arrive de s'enfoncer mais tu peux remonter, tu peux *breaker* si tu le veux ». Cette légitimité de l'échec et le volontarisme de sortie se retrouvent dans le texte de référence de l'équipe : « Nous savons que le temps de la reconstruction demande du temps, nous acceptons comme normales les évolutions lentes et parfois peu voyantes ainsi que les rechutes naturelles... Chaque personne est sujet actif de sa propre récupération qui se déroulera à son rythme. Ils ne s'en sortiront pas

17. Bilan maraude, *op. cit.*, p. 2.

sans leur volonté, sans leur motivation¹⁸ ». Lors de leur déambulation nocturne, qui commence à vingt-et-une heures et s'achève entre trois et quatre heures du matin (il m'est arrivé de tourner avec eux jusqu'à cinq heures et parcourir plus de dix kilomètres), l'équipe des deux intervenants se déplace auprès d'une cinquantaine de groupes et de personnes isolées en transformant l'obligation « d'aller vers » en légitimité professionnelle : « On partage un bout de leur existence de nuit, et cela suffit pour que, lorsqu'ils nous voient à l'Association, ils ne nous insultent jamais. Ce qui n'est pas forcément le cas de l'équipe de jour¹⁹ ».

Les maraudeurs alternent deux types de comportements : l'endurance bienveillante au cœur d'un travail qui prend des années, et le coup de gueule avec des familiers pour faire avancer la situation dans des moments particuliers où se joue la mort de la personne, une mise en danger prochaine ou un refus (que le jeune reste dans la rue) : « À un moment donné tu lui dis : "Ta place n'est plus dans la rue". C'est une phrase très forte pour eux. Ça les bouscule. "Ouah, ça fait deux ans qu'on te connaît, tu n'as pas ta place dans la rue en ce moment". En ce moment, je suis très en colère avec Michel. Il boit plus ». Les maraudeurs déploient toute une palette de comportements qui trouvent leur origine, ni dans une formation scolaire (école de travailleurs sociaux), ni uniquement dans l'expérience professionnelle mais dans le couplage de trois logiques pratiques. D'abord le formatage par l'association : abordage avec le consentement de la personne, écoute et disponibilité, propositions de prestations institutionnelles. Ensuite, les propriétés sociales des acteurs : souvent issus des classes populaires et ayant connu la précarité, ils se pensent comme « pair-aidant » les inclinant à endosser cette exténuante profession de maraudeur. Cette présence suppose aussi de la jeunesse et une certaine « dimension » physique.

Les dispositifs du champ de l'urgence sociale : une mise en flux orchestrée

En reléguant le nettoyage musclé au profit de liens sociaux institutionnels réguliers – accueils de jour (dits Espaces solidarité insertion), maraudes, ateliers occupationnels, chantiers d'insertion, sorties vacances –, les pouvoirs publics ont, conjointement avec les associations, développé une nouvelle politique sociale, celle de l'urgence. Le symbole de cette nouvelle technologie biopolitique est le Samu social créé par Xavier Emmanuelli, un ancien *french doctor* adoubé par Jacques Chirac en 1993, date charnière de basculement d'un régime d'action vers un autre. « L'État partenaire » s'appuie sur le maillage associatif pour capter les SDF et les acheminer « volontairement » dans les nouveaux dispositifs pacifiés. Ces derniers peuvent appeler des intermédiaires (le 115) afin de trouver un hébergement, ce qui introduit une « mise en flux »

18. Bilan maraude, *op. cit.*, pp. 1 et 2.

19. E., lors de la marche du 4 mai 2001.

des personnes circulant nuit après nuit²⁰ dans une myriade de CHU connectés au dispositif téléphonique du 115²¹ dressant des listes de récipiendaires. Le Samu social est venu en quelque sorte cristalliser la nouvelle interdépendance entre les associations et l'État au sein du nouveau « champ de l'urgence », sous la tutelle de la Direction départementale des affaires sociales et sanitaires, dite DASS (avec le DIHAL²² et le DRIHL), principale pourvoyeuse de fonds de toutes les structures. Les maraudes constituent un des dispositifs mobilisés afin d'organiser une sortie policée et provisoire de la rue.

Certaines associations, à l'image de celle étudiée ici, ont connu un décollage sans précédent. En un peu plus de quinze ans, cette organisation est devenue le principal prestataire de la DASS/DRIHL en matière d'hébergements d'urgence sur Paris, en passant de soixante-dix à trois cents cinquante salariés entre 1990 et 2000. Auparavant tributaire des subventions de l'État pour 20 % de son budget, le chiffre s'est inversé en vingt ans. À titre d'exemple, le nombre de nuitées a augmenté de 28 % pour la seule année 2001/2002, passant de 264 218 à 339 328, contre 210 000 en 2000 (rapport d'activité). Au tout début des années 1980, cette association ne gérait qu'un CHRS pour SDF. En 2000, elle fait tourner une quinzaine de CHU de grande taille, représentant presque un tiers des lits d'urgence sur Paris, soit mille lits sur les trois mille deux cents disponibles.

Des moyens financiers considérables ont donc été injectés dans l'organisation de ce nouveau secteur d'activité. De fait, de multiples organisations sont entrées en concurrence, cherchant à capter de nouveaux budgets selon des logiques de réseaux politiques et d'expertise. Tandis que, parallèlement, de nombreuses politiques sectorielles en direction de populations « pauvres » ont été abandonnées²³ (dispositifs médico-sociaux pour les sortants de prison, places en hôpitaux psychiatriques, places dans les foyers de migrants), certaines des structures concernées par ces coupes budgétaires se sont repositionnées sur le marché de l'urgence, notamment les grandes structures en charge

-
20. Avec le mouvement des Enfants de Don Quichotte, cette mise en flux a été dénoncée en 2007. Depuis, les pouvoirs publics ont instauré une « stabilisation » (plan dit « PARSA ») permettant aux personnes de demeurer dans les foyers. La mise en flux n'a pas disparu (il existe toujours des CHU à la nuitée) mais elle est beaucoup moins présente. Plus de 90 % des CHU fonctionnent à la stabilisation, une minorité demeure dans l'ancien régime, accueillant pour la plupart des migrants sans papier.
 21. Depuis la fin des années 2000, un système plus rationnel a été mis en place dans tous les départements : les SAIO ont généralisé le principe du 115 tout en dessaisissant le Samu social du monopole de la gestion de ce 115. Tout le secteur privé et public est représenté dans ces guichets centralisés de l'orientation des publics vers tel ou tel foyer. Les acteurs publics comme privés n'ont plus le droit d'orienter par eux-mêmes une personne ou un couple, ce qui institue « une veille sociale » à l'échelle nationale, autrement dit une gestion évaluable de la circulation de tous les SDF sur le territoire national.
 22. Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement. La DRIHL est l'appellation régionale.
 23. Dietrich-Ragon P., *Le logement intolérable. Habitants et pouvoirs publics face à l'insalubrité*, Paris, PUF, 2011, pp. 41-42.

des migrants : ADOMA ex SONACOTRA (Société nationale de construction de logements pour les travailleurs), COALLIA ex AFTAM (Association pour l'accueil et la formation des travailleurs migrants) ; ou des prisonniers ou toxicomanes (Aurore disposant aujourd'hui de mille cinq cents salariés). Ces organisations ont désormais largement investi un secteur auparavant tenu par les collectivités publiques (État et municipalités ²⁴) et les acteurs caritatifs (Armée du Salut, Secours catholique, Emmaüs, Centre d'action social protestant). D'où ce paradoxe : l'accent mis sur la faiblesse de l'État social ²⁵ en général du point de vue de sa mission régulatrice (capacités d'insertion, conditions de travail des précaires) se combine ainsi avec une montée en puissance de l'État social urgentiste dans sa mission protectrice/humanitaire ²⁶, montée en puissance qui crée en fait un champ de l'urgence sociale où les opérateurs tentent de capter les fonds en proposant aussi des solutions « maison ».

Les budgets consacrés à la nouvelle « urgence sociale » ont rapidement grimpé. Les crédits sont passés de 0,09 millions d'euros en 1983 à quarante-cinq millions en 1984, quatre-vingt-deux millions en 1988, cent cinq en 1999. « Soit une multiplication par plus de cent en quinze ans ²⁷ ». Depuis 2003, le budget des CHU a dépassé celui des hébergements d'insertion ²⁸. On a atteint les cinq-cents millions en 2015, et on avoisinera le milliard avant 2020 : la création et la multiplication des centres d'hébergement d'urgence suppose de retaper des locaux vétustes, de fournir les repas du matin au soir, une literie avec des kits renouvelés. La stabilisation des personnes dans les foyers a entraîné des coûts supplémentaires, les CHU disposant presque tous désormais d'équipes sociales (animateurs, travailleurs sociaux) et sanitaires (psychologues, vacations médicales), ce qui était impensable en 2000.

Au regard de la fragilisation du salariat et des vaines politiques de l'emploi, assiste-t-on à une réorientation des activités du bras gauche de l'État ? N'est-ce pas dans cette voie-là que se dessine un champ de l'urgence sociale mobilisant, outre les services de l'État, un immense secteur associatif mobilisé pour gérer à la marge ceux qui se trouvent « en-dessous » des logiques d'insertion économique ? C'est en tous les cas dans cette voie que s'engagent des chercheuses comme Colette Bec ou Pascale Dietrich-Ragon : « Depuis les années 1980, l'aggravation de la pénurie [de logements sociaux] pousse en effet les pouvoirs publics à multiplier les hébergements inférieurs et durables qui

24. Respectivement dans la suite des hôpitaux généraux et des dépôts de mendicité.

25. Bonelli L. et W. Pelletier, *L'État démantelé. Enquête sur une révolution silencieuse*, Paris, La Découverte/Monde diplomatique, 2010.

26. Bec C., *L'assistance en démocratie. Les politiques assistantielles dans la France des XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Belin, 1998.

27. Séminaire relatif au logement, Groupe d'étude n°15 sur l'hébergement d'urgence, promotion Simone Veil, Direction des études, ENA, juillet 2005, p 17.

28. Chiffre avancé par la direction d'Emmaüs, avalisé par la FNARS (Fédération des acteurs de la solidarité) lors d'une réunion préparatoire à un colloque sur l'urgence, CHU André Jacomet, septembre 2006.

apparaissent comme un substitut au logement ordinaire. Au fond, tout le paradoxe réside dans le fait que, plus le droit au logement s'est vu renforcé dans la loi, plus il est devenu aléatoire dans la réalité [...]. L'action publique s'oriente actuellement vers une politique de plus en plus ciblée sur les situations les plus précaires et délaisse toute approche globale de la question pour favoriser une action consistant à "colmater les brèches" [...]. En caricaturant, la politique de l'habitat est devenue une politique de lutte contre les exclusions²⁹ ». Même si ces auteures n'abordent pas directement, dans leurs investigations, l'action publique relative à la gestion des sous-prolétaires à la rue – l'une travaillant globalement sur l'assistanciel, l'autre sur le logement insalubre – elles constatent que les dépenses consacrées aux « politiques de lutte contre l'exclusion » sont inversement proportionnelles à celles qui sont liées au logement social ou au chômage.

L'inclusion périphérique ou la gestion de l'armée de réserve au prisme de l'humanitaire

L'humanitaire ayant partie liée avec la question biopolitique du maintien en vie des personnes à la rue, la question sanitaire passe au premier plan, sous la forme d'une « mise à l'abri » de longue durée des SDF devenus désormais des « résidents ». Cherchant au début des années 1980 à marginaliser le risque de mort à la rue³⁰ de SDF trop visiblement vulnérables, les acteurs publics ont institutionnalisé une prise en charge dans ce que les crédits officiels nomment « l'urgence » alors que l'urgence disparaît en fait au profit d'une gestion dans la durée des surnuméraires « protégés » dans des foyers tendanciellement plus humains. Dans tel CHU de l'Armée du salut du 19^e arrondissement, 90 % des résidents sont là depuis quatre ans au moins (beaucoup sont « sans papiers »). Cette sécurisation corporelle relègue le social à l'occupationnel puisque l'insertion par le haut est bloquée par l'absence de sortie (CHRS saturés, faiblesse de la construction de logements sociaux, taux de rotation des HLM quasi nul). Les maraudes, comme les liens sociaux développés dans les accueils de jour ou les foyers, mettent la focale sur une prise en charge minimale qui contrecarre le processus de vulnérabilisation voire de mortification dans la rue, sans remettre en cause la condition sociale des sous-prolétaires « résidents ». Cette philosophie du « lien social », de la « solidarité », de la « fraternité », débouche en fait rarement sur une sortie de la personne dans « le droit commun ». En deux ans, l'équipe des maraudeurs a permis à deux personnes d'être stabilisées en CHU puis en CHRS. Aucune n'a retrouvé un logement. Encore en 2009, le bilan d'une maraude est identique³¹. L'observation de plusieurs CHU entre

29. Dietrich-Ragon P., *Le logement intolérable. Habitants et pouvoirs publics face à l'insalubrité*, op. cit. respectivement p. 39 et p. 42 ; Bec C., *De l'État social à l'État des droits de l'homme ?*, Rennes, PUR, 2007.

30. Un autre indicateur de la transversalité est cette propension des élites à défendre « l'image de la France comme pays des droits de l'homme » (Wacquart L., in Defacques E., *La peine aménagée, un outil de régulation. Interroger la porosité des murs de la prison*, op. cit., p. 51).

2014 et 2017 indique que l'orientation vers l'étage CHRS prend des années. L'accès direct en logement est inexistant, quel que soit le dossier DALO (Droit au logement opposable). Dans les CHRS de la ville de Paris, deux à trois personnes accèdent chaque année à un appartement autonome sur une centaine de personnes ou de couples. Les dossiers DALO mettent des années à déboucher sur un logement.

Si ces maraudes sont indissociables de la politique du thermomètre, elles renvoient plus fondamentalement à des logiques biopolitiques des États de droit qui ne peuvent « laisser mourir les personnes » sans ternir l'image d'une démocratie moderne, mais sans non plus offrir trop au regard des politiques salariales. Cet entre-deux entre rien et le SMIC a été pensé par les acteurs politiques comme le minimum social légitime³². La logique du guichet à ciel ouvert est un dérivatif auprès de personnes tournant dans l'urgence sociale. D'où cette fonction ambivalente des maraudes, entre l'humanitaire, centré sur le contrôle de la survie par le « soin », et le « travail social », tiraillé entre le nettoyage de rue (salubrité publique et normalisation de l'usage des espaces publics) d'une part et, d'autre part, la « solidarité d'insertion », laquelle débouche le plus souvent sur le circuit sans fin dans les dispositifs de l'urgence sociale. L'optique d'une « resocialisation », d'un « lien social », devient une visée en soi d'intervenants qui, provenant de plusieurs mondes symboliques (caritatif, humanitaire, travail social, bénévole humaniste, fraternité républicaine), n'ont aucune prise sur l'emploi. En revanche, l'effet vitrine exerce des effets de légitimation puissants du nouveau champ urgentiste. En assumant le risque de la nuit (fatigue, dangers, disponibilité au monde de l'autre tel qu'il se l'approprie la nuit), le maraudeur s'offre comme un symbole d'un nouveau travail social, plus égalitaire ; élément clé de la face acceptable d'un régime d'action qui, au fond, ne vise qu'à maintenir à flot le flux des bénéficiaires en inversant les perceptions sociales de l'errance et des encadrants : d'un effet des violences macrosociales, les exclus deviennent uniquement les supports d'une humaine compassion, d'une « éthique du proche³³ ». Les spécialistes de la « moralité en acte » s'illusionnent sur la portée de « l'idéal d'autonomie et de responsabilité qui guide les maraudeurs³⁴ ». Les maraudeurs proposent bien une sorte de petit sacrifice social, une gratuité dans un lien social qui, d'ordinaire, est traversé par l'intérêt ou la contrepartie. Seulement, ce travail de nuit est surtout un élément clé dans le dispositif de légitimation du bras gauche de l'État. D'une part, il masque largement un effort qui appelle une contrepartie : ce que les maraudeurs prennent sur eux – la mise en suspens de la dette sociale au travers d'une apparence de don collectif – ils la font payer en différé au travers des multiples « injonctions de retour à l'autonomie³⁵ ». Tout le livre de

31. <http://intranet.association.emmaus.fr/docs/STRUCTURES/DTPC/MARAUDE%20PARIS%20CENTRE/FICHE%20MARAUDE%20PARIS%20CENTRE.pdf>

32. Belorgey J.M., *La gauche et les pauvres*, Paris, Syros, 1988.

33. Cefai D. et E. Gardella, *op. cit.*, p. 37.

34. *Ibid.*, p. 503.

Cefai et Gadella sur le Samu social fourmille lui-même d'exemples de pressions sociales pour faire cesser la boisson, lisser un comportement, provoquer une prise de conscience, attiser le désir de soi, favoriser une prise en charge. D'autre part, la faiblesse de l'engagement social de l'État se lit contradictoirement dans un travail de normalisation à vide, affublé de techniques de « pure sociabilité »³⁶, lesquelles placent le récipiendaire en position de s'en sortir lui-même, individuellement. Ces auteurs ne voient pas que l'amorçage individuel de l'échange trace le sens logique d'une perspective néolibérale de responsabilisation personnelle car, au bout du compte, il n'y a pas ni travail collectif « d'insertion » (places humanisées dans un hébergement des droits de l'homme), ni politique sociale en vue d'un retour au « droit commun » (logements sociaux, travail non précaire). Ce mécanisme d'inversion des violences structurales en socialité situationnelle individuée est au principe de la force des maraudes et de leur profonde légitimité sociale au cœur d'une sorte d'inefficacité foncière de l'État social.

C'est en enrobant les exigences de la dette sociale autour d'une liberté formelle du récipiendaire, que ces injonctions se parent des atours d'une générosité empressée au chevet d'êtres souvent retors et qui portent ainsi en eux la liberté d'accepter de s'en sortir. Bien plus que les vertus de la gratuité, de l'humanitaire, de l'exemplarité sociale, c'est l'idéologie de l'individu libre qui prime, faisant du SDF le maître de son destin puisque paradoxalement, tout lui est donné (jusqu'à l'effort d'aller vers lui la nuit) pour l'aider à se sortir d'une impasse dont on se garde bien d'en faire l'étiologie, si ce n'est sous l'angle habituel du spectre oscillant entre « l'échec personnel » et les « responsabilités personnelles », idéologie que l'on retrouve aussi bien dans l'insertion des prisonniers que dans celle des jeunes exclus de l'école ou celle des SDF. Coup double pourrait-on dire qui dissout la cruauté des inégalités sociales (chômage, expulsions, faiblesse des aides) et les actions de normalisation (mises en stage, bilans personnalisés) derrière le spectacle glorieux de « funambules du tact »³⁷ qui mettent en avant « la liberté », « le respect », « l'écoute ». « L'arrivée massive de demandeurs d'asile »³⁸ à la rue depuis les années 2000 n'a fait qu'accentuer cette action sociale et sanitaire en boucle. Le référentiel humanitaire s'adosse aux droits de l'homme, faisant du SDF un acteur, un citoyen à respecter et à laisser choisir de consommer ou non les prestations d'urgence. Cette perspective consumériste des droits positifs innerve les discours solidaristes tout en masquant la pente normalisatrice de « l'obligation d'assistance à personne en danger » (position juridique et morale de l'État et des associations gestionnaires imposant « la mise à l'abri »), ou de l'orientation vers « l'accès aux droits » ou « l'accès aux soins », tout en centrant contradictoirement l'action autour de la « personne responsable » qu'on ne force

35. *Ibid.*, p. 63

36. *Ibid.*, p. 314.

37. Note 8, p. 274.

38. Rapport du Conseil d'administration de l'association, 2000, op. cit. p. 9.

pas. Cette double culture politico-institutionnelle – passivité démocratique autour de la défense des droits de l'individu et logiques traditionnelles de l'action sociale et bio-politique – légitime le travail de nuit en doublant l'action volontariste « humanitaire » du cercle sacré de l'individu libre sujet de droits (accepter ou refuser les aides, circuler sur le territoire, mendier). Cette suite logique qui commence avec le « respect » des individus et se conclut par leur enfermement dans la multiplicité des circuits de l'urgence (quand ils acceptent d'y entrer), peut être pensée comme *une forme de pouvoir moderne*. Il ne s'agit plus de contrôler les « déviants », sur le modèle de l'éducateur de rue qui colle au terrain et se montre en modèle d'une humanité normée rappelant incessamment « le cadre », donnant « des repères ». Le sort fait aux sous-prolétaires des années 1980/2017 est un mixage complexe de « l'État social humanitaire » (aller vers) et de « l'État libéral individualiste » (laisser faire), au cœur de mécanismes globaux de marginalisation qui ne sont jamais discutés ; et, désormais, sans le versant répressif qui, sur le spectre de l'action sociale, positionne le curseur sur le secteur carcéral ou le maintien de l'ordre.

L'inclusion périphérique, si elle ne transforme pas fondamentalement la misère de condition des personnes à la rue, fabrique un monde à part moins violent que tout ce qui a précédé pour les surnuméraires, ce qui en fait une dimension inédite si on la compare au monde des illégalismes (jeunes des cités, prisonniers). Au bout du compte, la grande nouveauté de l'action sociale, pour ce versant de l'État social qui intervient auprès de gens non menaçants, réside dans une *passivité de l'offre qui augmente le crédit de l'action publique* tandis que l'État social recule en matière d'accès au droit commun, notamment l'accès aux logements sociaux. Il existe, tout au moins en France, comme une attente active des services publics d'urgence qui, au bout du compte, révolutionne sans doute la prise en charge de ce public sans rien changer, au fond, sur son destin social puisque, hors du cadre précis de l'action nocturne, le don de soi cesse d'exister. Les « funambules du tact » constituent en fait un *levier nouveau* au sein des procédures de subjectivation néolibérales³⁹ : ces nouvelles politiques sociales retournent la dette sociale en assignation pour la « victime » à être un être performant puisque l'État se déplace au chevet de la personne la nuit, dans le froid hivernal, sans aucune violence. Cette posture légitime un abandon dans le non abandon et décuple paradoxalement le regard sur le mauvais pauvre « qui a vraiment les moyens de s'en sortir » au vu des efforts déployés la nuit ; regard qui interdit de voir que, objectivement, ce qui est proposé enferme plus qu'il n'insère. C'est une normalisation qui ne permet pas d'être dans la norme : un café la nuit ne remplace pas un revenu. Sans offrir de vraies conditions permettant de s'inscrire progressivement vers une réinsertion sociale, cet humanitaro-libéralisme, avec cette violence nouvelle du

39. Lyon-Callo V., « Medicalizing Homelessness: The Production of Self-Blame and Self-Governing within Homeless Shelters », *Medical Anthropology Quarterly*, vol. 14, n°3, septembre 2000, pp. 328-345.

« petit peu qui sert à rien ou si peu », contribue à aveugler les groupes les plus dominés sur les mécanismes structurels de leur propre exclusion. *L'inclusion périphérique* est la résultante de cette dénégation du sens de l'action urgentiste qui ne s'appesantit pas trop sur les causes du phénomène du sous-prolétariat tout en se concentrant sur l'effet par excellence : la conduite à tenir à très court terme *avec le SDF* exclu de la société. Dans ce monde d'où il devient extrêmement difficile de sortir et, dans l'urgence ainsi organisée, de s'en sortir indemne dans cette mise à l'épreuve cachée, l'État désocialisé se transfigure alors en un protagoniste sociable et respectable tandis que, comme l'enseignant Foucault puis Castel, les classes populaires encore intégrées identifient clairement un sort à part (prison ou CHU) auquel elles ne veulent pas ressembler ; ce qui les coupe encore davantage d'une connaissance du fonctionnement de l'État néolibéral et des souffrances des personnes à la rue, autrement dit du destin probable d'une fraction d'entre elles.